REPUBLIQUE TOGOLAISE

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

2 novembre 2026

DES UNIVERSITAIRES APPELLENT AU RENFORCEMENT DU DIALOGUE ENTRE LES JURIDICTIONS

Lomé, 2 nov. (ATOP) - Le colloque international consacré au thème « Juridictions régionales africaines de protection des droits de l'homme : entre garantie de l'Etat de droit, contrôle des changements constitutionnels et souveraineté des Etats » a pris fin le vendredi 30 octobre à l'Université de Lomé.



L'assistance



Pr kokoroko présidant la cérémonie de clôture

Les deux jours de travaux ont permis aux universitaires et spécialistes du droit de lancer un appel au renforcement du dialogue entre les juridictions nationales et communautaires afin de favoriser une meilleure articulation de leurs interventions et l'application effective des décisions de justice.

Les communications ont abordé les défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, la souveraineté des Etats et leur autonomie constitutionnelle. Les participants ont également évoqué la place du Togo dans cette dynamique, compte tenu de sa position

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE ----------2-8
NOUVELLES DES PREFECTURES ----------8-30
NOUVELLE DE L'ETRANGER ----------30-32
SPORTS ----------33

géostratégique. Ils ont examiné les conditions de réception et d'exécution, au niveau national, des décisions rendues par les juridictions communautaires. Les experts ont également insisté sur la nécessité de multiplier les échanges entre les juges nationaux et régionaux, aussi bien sur le plan juridictionnel qu'institutionnel, pour éviter les incompréhensions et faciliter l'application des décisions.

Le président du comité d'organisation, Pr Dodzi Kokoroko, a souligné que les juridictions nationales et communautaires ne doivent pas fonctionner de manière isolée. Selon lui, une meilleure communication entre les juges est nécessaire pour favoriser la compréhension et l'exécution de leurs décisions. Il a également évoqué la nécessité de mieux délimiter le champ d'intervention du juge communautaire et de construire une justice régionale autonome, dotée de ses propres références normatives et critères d'appréciation, dans le respect des standards internationaux en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'Etat de droit.

L'agrégée de sciences politiques, Pr Nadine Machikou a notamment souligné que l'exécution des décisions de justice ne dépend pas uniquement des mécanismes juridiques. Elle est également liée aux réalités politiques nationales, aux rapports de pouvoir et à l'organisation des institutions, a-t-elle expliqué. La politiste a appelé à mieux comprendre les conditions dans lesquelles les Etats reçoivent et appliquent les décisions des juridictions communautaires, tout en préservant leur autonomie constitutionnelle.

ATOP/AO/KYA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

ECHOS DE LA CAPITALE

PR. NADINE MACHIKOU ANALYSE LES OBSTACLES A L'APPLICATION DES DECISIONS REGIONALES

Lomé, 2 nov. (ATOP) – « La mise en œuvre des décisions des juridictions régionales africaines ne dépend pas uniquement des textes juridiques. Elle est également liée aux choix politiques des Etats, à leur organisation institutionnelle et à leur volonté de respecter les engagements pris au niveau communautaire ». C'est l'analyse faite par l'agrégée de sciences politiques, Pr. Nadine Machikou, à l'issue du colloque international consacré aux juridictions régionales africaines de protection des droits de l'homme, le vendredi 30 octobre à l'Université de Lomé.



Pr Machikou

Abordant les difficultés d'application des décisions communautaires, Pr. Nadine Machikou a rappelé que la justice ne fonctionne pas en dehors du champ politique. Selon elle, les choix des autorités et les rapports de force au sein des institutions nationales peuvent influencer le sort réservé aux décisions des juridictions régionales. Elle estime donc nécessaire d'analyser conjointement les réalités judiciaires et politiques pour comprendre pourquoi certaines décisions sont appliquées, tandis que d'autres rencontrent

des résistances. Les Etats ne réagissent pas toujours de la même manière selon la nature des questions concernées et les enjeux qu'elles soulèvent sur le plan intérieur.

Pr Machikou a, par ailleurs, attiré l'attention sur la notion d'autonomie constitutionnelle, à laquelle les Etats restent attachés. « Cette autonomie leur permet de conserver une marge de liberté dans l'organisation de leur ordre politique et constitutionnel. La prise en compte de cette réalité est importante dans les relations entre les juridictions nationales et les instances régionales », a-t-elle souligné. Pour la politiste, l'exécution des décisions communautaires doit également être comprise à partir de la configuration politique de chaque pays : la composition des majorités, les rapports entre les institutions, la séparation des pouvoirs et le respect de l'Etat de droit. Autant de facteurs qui influencent la manière dont les décisions judiciaires sont reçues et appliquées, a-t-il dit.

L'universitaire appelle ainsi à ne pas dissocier le fonctionnement des juridictions des réalités politiques nationales. Une meilleure compréhension de ces interactions, estime-t-elle, peut contribuer à renforcer le dialogue entre les juges et à améliorer l'application des décisions rendues par les juridictions régionales africaines.
ATOP/AO/KYA

CULTURE :

L'INDE ET LE TOGO CELEBRENT LEURS LIENS D'AMITIE A TRAVERS DIWALI

Lomé, 2 nov. (ATOP) – L'ambassade de l'Inde au Togo et l'association indienne du Togo ont organisé, le dimanche 1er novembre, la 4e édition de l'India Festival « Diwali », une soirée célébrant la richesse du patrimoine indien ainsi que les liens d'amitié et de coopération entre l'Inde et le Togo.



La cérémonie d'ouverture



L'assistance

Cette manifestation a permis de mettre en lumière la richesse du patrimoine indien à travers ses expressions artistiques, culturelles et traditionnelles. Elle a également illustré le rôle essentiel de la culture comme passerelle entre les peuples et instrument de rapprochement entre les nations.

Au-delà des prestations culturelles, le festival a offert un espace d'exposition aux entreprises indiennes et togolaises, qui ont présenté et commercialisé leurs produits. Des sociétés pharmaceutiques indiennes ont, pour leur part, installé un camp médical permettant aux visiteurs de bénéficier gratuitement de plusieurs contrôles de santé. Ces consultations ont porté notamment sur des pathologies comme le diabète, le cholestérol, la tension artérielle ainsi que le contrôle des vitamines.

Le ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Isaac Tchiakpé a souligné l'importance de la culture dans le rapprochement entre les peuples. « A travers la musique, la danse, la gastronomie et les arts, ce festival nous rappelle que la diversité culturelle est une richesse partagée parce qu'elle est notre nature commune. Il nous rappelle que la

culture est un trésor et une source de dialogue, de compréhension mutuelle et d'amitié », a-t-il déclaré.



Prestation de danse

Le président de l'association indienne Togo, Sani Vaswani a expliqué que cette manifestation ne vise pas uniquement à rassembler la communauté indienne vivant au Togo, mais également à favoriser les échanges avec les populations togolaises. « Nous organisons ce festival non seulement pour marquer l'événement et réunir notre communauté de la diaspora, qui vit ici au Togo depuis plusieurs décennies, mais aussi pour échanger et partager notre culture, nos traditions et notre mode de vie avec les Togolais », a-t-il souligné.

Connue comme la fête des lumières, Diwali symbolise la victoire de la lumière sur les ténèbres et du bien sur le mal. Elle est célébrée à travers des rites séculaires, l'illumination de lampes traditionnelles et un magnifique déploiement de couleurs.

L'ambassadeur de l'Inde au Togo, Shri Sayed Razi Haider Fahmi a pris part à cet événement. ATOP/MD/MG

LE CICR REAFFIRME SON ENGAGEMENT HUMANITAIRE AU TOGO



Mme Praz Dessimoz et journalistes

Lomé, 2 nov. (ATOP) – La directrice des opérations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Mme Yasmine Praz Dessimoz, a réaffirmé, le samedi 31 octobre à Lomé, l'engagement de son institution à poursuivre ses actions humanitaires au Togo, notamment dans les Savanes.

Mme Praz Dessimoz s'est exprimée au cours d'un point de presse, organisé dans le cadre de sa première visite au Togo depuis sa prise de fonction. Cette visite s'inscrit dans une mission régionale qui se déroule au Bénin, au Togo et en Côte d'Ivoire, du 24 octobre au 3 novembre 2026. « En tant que directrice des opérations, je suis depuis Genève toutes les opérations du CICR dans le monde. Je me rends dans les contextes pour échanger avec les autorités, rencontrer les équipes et comprendre les réalités vécues par les communautés que nous accompagnons », a-t-elle expliqué.

Présent au Togo depuis 51 ans, le CICR entend renforcer sa coopération avec les autorités togolaises et les acteurs humanitaires nationaux. Selon Mme Praz Dessimoz, le passage du statut de mission à celui de délégation pour le CICR au Togo traduit l'importance accordée au rôle du pays dans la sous-région et sur le continent africain. « Le Togo joue un rôle important diplomatiquement dans la sous-région et sur le continent africain, et veut être un hub de conférences et d'engagements. Le fait d'avoir une délégation officielle nous permet d'engager différemment, d'amener des problématiques humanitaires et de porter notre voix dans un monde qui compte aujourd'hui plus de 130 conflits armés », a-t-elle souligné.

La responsable du CICR a également salué le rôle du Togo dans la recherche de solutions aux crises régionales, notamment à travers ses initiatives de médiation dans le

conflit en République démocratique du Congo. Elle a estimé que les questions humanitaires peuvent contribuer à créer un cadre favorable au dialogue entre les parties.

Un appui aux populations des Savanes

Dans la région des Savanes, le CICR travaille en collaboration avec la Croix-rouge togolaise, et les institutions étatiques, notamment, le Programme d'urgence de renforcement de la résilience dans la région des Savanes (PURS) et la Commission nationale d'assistance aux réfugiés (CNAR). Ces interventions bénéficient aux personnes déplacées, aux réfugiés ainsi qu'aux communautés d'accueil. Elles portent notamment sur l'accès aux soins de santé, à l'eau et aux moyens de subsistance. « Nous avons constaté des améliorations concrètes, notamment dans l'accès aux soins de santé primaires, la réhabilitation des pompes à main et la réalisation de nouveaux forages », a déclaré Mme Praz Dessimoz. Elle a également cité la distribution de semences destinées au maraîchage, afin de permettre aux familles d'accroître leur production et de répondre aux besoins de communautés dont la population s'est accumulée avec l'arrivée de personnes déplacées.

Le CICR accompagne par ailleurs la construction de nouveaux locaux de la Croix-Rouge togolaise à Dapaong, dont l'inauguration est prévue avant la fin de l'année. Pour Mme Praz Dessimoz, le renforcement de la Société nationale est essentiel pour assurer une présence humanitaire crédible et durable sur l'ensemble du territoire.

La neutralité, un principe opérationnel

Abordant les principes d'humanité et de neutralité, la directrice des opérations du CICR a rappelé que l'organisation intervient auprès de toutes les parties aux conflits, sans prendre parti. « La neutralité n'est pas un principe que l'on décrète. Elle nous permet d'avoir accès au terrain, de dialoguer avec tout le monde et de jouer un rôle d'intermédiaire entre les parties », a-t-elle souligné. Elle a reconnu que ce principe est parfois difficile à comprendre dans les contextes fortement polarisés. Toutefois, les contacts établis avec les différentes parties permettent au CICR de faciliter des opérations humanitaires, telles que le transfert de personnes blessées, la réunification des familles ou l'évacuation de civils bloqués par les lignes de front.

Mme Praz Dessimoz a déploré la multiplication des conflits dans le monde et le non-respect croissant du Droit international humanitaire (DIH). Elle a appelé à replacer l'être humain au centre des préoccupations, estimant que les conséquences des guerres peuvent marquer les sociétés pendant plusieurs générations.

Au Togo, le CICR entend poursuivre ses activités de promotion du DIH auprès des forces armées, des universitaires et des étudiants. L'organisation prévoit notamment de développer, en partenariat avec l'Université de Lomé, les commissions nationales concernées et d'organiser un concours consacré au DIH.

La directrice des opérations du CICR a réaffirmé la volonté de son institution de consolider ses partenariats au Togo et de poursuivre ses actions en faveur des populations vulnérables, dans le respect des principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance.

Le Comité international de la Croix-Rouge est une organisation humanitaire, neutre, impartiale et indépendante, qui est présente dans plus de 80 pays dans le monde. Elle a pour missions clés, l'assistance et la protection des personnes affectées par les conflits armés ou d'autres situations de violence, ainsi que l'accompagnement des États dans la mise en œuvre du Droit International Humanitaire. ATOP/SED/KYA



ENVIRONNEMENT :

LA 3E EDITION DU « MARCHE VERT » ENCOURAGE L'ABANDON DES SACHETS PLASTIQUES



Mme Offissa remettant des sacs

Lomé, 2 nov. (ATOP) - L'association Sonzi et la start-up Liyok Green ont organisé, le samedi 31 octobre à Lomé, la troisième édition du « Marché Vert ». Cette initiative qui a eu pour site le marché de Cacavéli, vise à amener les commerçants et les consommateurs à réduire l'utilisation des sachets plastiques en adoptant des emballages respectueux de l'environnement.

L'activité met en avant des solutions accessibles, notamment les feuilles naturelles, les sacs en papier ainsi que les sacs réutilisables fabriqués à partir de raphia et de jonc. Des affiches installées dans ledit marché, rappellent également aux vendeurs et aux visiteurs les conséquences de la pollution plastique.

Cette édition s'étend aussi au commerce en ligne. Trois boutiques qui vendent leurs produits sur les réseaux sociaux recevront gratuitement des sacs réutilisables qu'elles utiliseront pour leurs livraisons la semaine prochaine. Les commerçants et des invités ont également participé à une expérience d'achat sans sachets plastiques et bénéficié des sacs réutilisables. L'initiative est encore à sa phase pilote.

« C'est la pollution, et surtout le réchauffement climatique, qui nous ont motivés à organiser cette activité. Elle a pour objectif de réduire jusqu'à 98 % l'utilisation des sachets plastiques au quotidien sur ce site, avant d'envisager une extension à d'autres marchés si les résultats sont concluants », a expliqué la responsable de l'association Sonzi, Mme Liliane Offissa.



Les affiches exposées au marché



Les emballages distribués

Le fondateur de Liyok Green, Kangbeni Dambé, a souligné l'intérêt de renouer avec certaines pratiques traditionnelles africaines pour préserver l'environnement. « L'idée est d'attirer l'attention des populations sur les dangers liés à l'utilisation des plastiques. Nous disposons, en Afrique, d'éléments qui peuvent véritablement contribuer à la protection de l'environnement. Au cours de nos recherches, nous nous sommes rendu compte que nos ancêtres avaient des pratiques qui contribuaient à la protection de l'environnement. C'est ce que nous proposons aujourd'hui », a-t-il affirmé.

Liyok Green intervient dans les domaines de la protection de l'environnement, du reverdissement et de la décarbonation.

ATOP/MD/AO/KYA

OCTOBRE ROSE:

DES ACTEURS APPELLENT A RENFORCER LA PRISE EN CHARGE DES FEMMES ATTEINTES DE CANCER

Lomé, 2 nov. (ATOP) – Le Groupement des femmes vaillantes et dynamiques du Grand Lomé (GFVD-GL), en collaboration avec Women united for action (WUFA), a organisé, le samedi 31 octobre à Lomé, une table ronde consacrée à la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus.



La présidente d'honneur, Mme Lawson

La rencontre est placée sous le thème « Prévenir pour préserver ». Elle a réuni des professionnels de santé, des associations, des survivantes du cancer et des partenaires autour du dépistage précoce et de l'accompagnement des patients.

Cette table ronde constitue la troisième étape de la campagne Octobre Rose du GFVD-GL, après des sensibilisations sur les réseaux sociaux, une marche sportive et des séances de dépistage. Les activités ont également été marquées par des témoignages de survivantes, des conseils sur l'auto-examen des seins, une remise de diplômes d'honneur, un défilé de mode et une vente aux enchères destinée à soutenir les femmes atteintes de cancer.

La présidente d'honneur du GFVD-GL, Mme Lawson Kayi Raymonde, a rappelé que le dépistage précoce augmente les chances de guérison. Elle a toutefois insisté sur la nécessité d'assurer un suivi médical après la découverte de la maladie. Elle a invité les pouvoirs publics, les entreprises, les professionnels de santé et les organisations de la société civile à unir leurs efforts pour rendre les diagnostics et les traitements accessibles à toutes les patientes.



Remise de diplôme d'honneur



L'assistance

De son côté, la représentante de la présidente de WUFA, Mme Laure Kutsényon, a estimé que la sensibilisation et le dépistage doivent s'accompagner de mesures concrètes pour aider les femmes à accéder aux soins. « Dépister sans organiser la prise en charge, c'est parfois ouvrir une porte sur l'espoir sans donner les moyens de la franchir », a-t-elle déclaré. Elle a notamment proposé la mise en place de fonds de solidarité et de partenariats avec les structures sanitaires pour soutenir financièrement les patientes.

Le président du conseil d'administration de la Ligue togolaise contre le cancer, Stéphane Awity, a également plaidé pour un accès équitable au dépistage et aux traitements. Il a appelé à accélérer la mise en service de l'Institut national du cancer, à renforcer le registre national du cancer et à faciliter l'accès aux médicaments, à la radiothérapie et aux autres soins nécessaires.

La rencontre a pris fin sur un appel aux acteurs à inscrire la solidarité dans la durée et à faire de la prévention, du dépistage et de l'accompagnement des patientes des priorités collectives.

ATOP/SED/MD/KYA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

NOUVELLES DES PREFECTURES

KOZAH :

DES AGRICULTRICES BENEFICIENT DE KITS POUR RENFORCER LEUR AUTONOMISATION

Kara, 2 nov. (ATOP) – Des agricultrices de la région de la Kara ont reçu des kits agricoles et des attestations, le jeudi 29 octobre à Kara, à l'occasion de la célébration de l'Année internationale des agricultrices (AIA), couplée de la Journée mondiale de l'alimentation (JMA).



Officiels

L'événement est organisé par le ministère chargé de l'Agriculture, avec l'appui de ses partenaires. La manifestation s'est déroulée autour des thèmes : « Des femmes autonomes, transformant les systèmes agroalimentaires » et « Innover aujourd'hui pour nourrir demain ». Il vise à promouvoir les technologies agroalimentaires, à valoriser la contribution des femmes au développement agricole et à mobiliser les partenaires en faveur de leurs initiatives. Les activités ont également porté sur les défis liés à l'accès des agricultrices à la terre, aux financements, aux équipements et aux services agricoles.

Des conférences-débats, des échanges sur l'autonomisation des femmes rurales, une exposition-vente de produits locaux, ainsi que la remise de kits destinés à renforcer les capacités des bénéficiaires ont meublé la célébration. L'initiative prévoit aussi l'accompagnement des 50 agricultrices vulnérables en intrants, matériels et équipements agricoles modernes.

La ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'enfance, Mme Martine Moni Sankaredja-Sinandja, a insisté sur la nécessité de faciliter l'accès des agricultrices à la terre, qu'elle a présenté comme un levier essentiel de leur épanouissement socio-économique.

Le directeur de cabinet du ministère chargé de l'Agriculture, Dr Dindiogue Konlani, a relevé les progrès enregistrés dans l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales. Il a réaffirmé l'engagement des pouvoirs publics à poursuivre les initiatives visant à renforcer leur autonomie et leur contribution à la sécurité alimentaire.

Les représentants du Programme alimentaire mondial (PAM), Dr Moïse Ballo, et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Dr Oyétoundé Djiwa, ont souligné l'importance de l'accompagnement technique et financier des

agricultrices. Ils ont réitéré la disponibilité de leurs institutions à soutenir les systèmes agroalimentaires inclusifs et durables.



Vue des kits



Remise de l'attestation par la ministre Sankaredja-Sinandja

Le gouverneur de la région de la Kara, le général Komla Adjitowou, a salué l'engagement du gouvernement et des partenaires en faveur du développement agricole, ainsi que la contribution des femmes à l'économie régionale. ATOP/LER/AE/SED

--- ---

LUTTE CONTRE LES MALADIES ANIMALES PRIORITAIRES :

LA CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION LANCEE A KARA

Kara, 2 nov. (ATOP) – La campagne nationale de vaccination contre les principales maladies animales a été lancée, le vendredi 30 octobre à Kara, dans la commune Kozah 1. Elle vise à protéger le cheptel contre plusieurs maladies, dont la peste des petits ruminants (PPR), et à atteindre une couverture vaccinale de 70 % pour l'ensemble des espèces ciblées.



M. Batawui plaçant son mot de circonstance



Les éleveurs

L'opération est organisée par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources animales et de la Souveraineté alimentaire (MAPRASA), avec l'appui technique et financier du Projet de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP). Elle concerne notamment les volailles et bovins, exposés à la PPR, la maladie de Newcastle, la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB), le charbon bactéridien et la rage canine.

Pour faciliter l'accès aux vaccins, le gouvernement a prévu des tarifs subventionnés. La dose destinée aux petits ruminants est ainsi vendue à 100 FCFA, contre 500 FCFA habituellement, tandis que celle pour les volailles coûte 50 FCFA au lieu de 300 FCFA. La campagne prévoit également des actions de sensibilisation auprès des éleveurs et des communautés sur les risques liés aux maladies animales et l'importance de la vaccination.

Le préfet de la Kozah, Colonel Faré Bonfo, a salué les efforts du gouvernement en faveur de l'agriculture et de l'élevage, considérés comme des secteurs stratégiques pour la souveraineté alimentaire et le bien-être des populations rurales. Il a appelé les éleveurs,

les chefs traditionnels, les élus locaux, les forces de sécurité, les médias et les partenaires à s'impliquer activement pour garantir le succès de cette campagne préventive.



Démonstration pratique de la vaccination du bétail

Le représentant du ministre en charge de l'Elevage, Dr Komlan Batassé Batawui, a souligné que cette action contribue à l'ambition nationale de souveraineté alimentaire. Il a précisé que l'objectif est d'atteindre un taux de couverture vaccinale de 70 % pour l'ensemble des espèces animales, afin de réduire les principales épizooties, notamment la peste des petits ruminants, la pseudopeste aviaire, le charbon bactéridien, la PPCB et la rage. M. Batawui a réaffirmé l'ambition du Togo de consolider son leadership en matière de couverture vaccinale et de figurer parmi les pays pionniers dans l'éradication des grandes maladies animales à l'horizon 2030.

Le directeur des ressources animales, Beleyi Magnimwè, a rappelé que la production de protéines animales de qualité constitue un pilier essentiel de la sécurité nutritionnelle. Il a relevé que le secteur de l'élevage reste confronté à des maladies qui fragilisent les troupeaux et représentent une menace pour la santé publique.

ATOP/SG/SED/KYA

---------- ----------

LA FESEN RENFORCE LES CAPACITES DES FEMMES ET DES JEUNES POUR ASSURER LA RELEVE SYNDICALE



Officiels et participants

Kara, 2 nov. (ATOP) – La Fédération des syndicats de l'éducation nationale (FESEN) a organisé, les 30 et 31 octobre à Kara, un atelier de formation à l'intention des femmes et des jeunes syndicalistes, placé sous le thème « Mobilisation des femmes et des jeunes pour un syndicalisme fort, inclusif et dynamique ».

Cette rencontre vise à renforcer les capacités des participants en matière de leadership, de défense des droits des travailleurs et de dialogue social. Elle entend également favoriser une plus grande implication des femmes et des jeunes dans les instances de décision afin d'assurer la relève et la pérennisation des organisations syndicales.

Les participants ont été outillés sur les normes internationales du travail, les droits des enseignants, les procédures administratives liées à leur carrière et le calcul des pensions de retraite. Les échanges ont également abordé l'éducation inclusive, l'équité entre les genres et les défis actuels du mouvement syndical. L'objectif est de permettre aux femmes et aux jeunes de mieux défendre les intérêts de leurs collègues et de prendre une part active aux décisions syndicales.

Le secrétaire fédéral de la FESEN, Lorie Akilè-Esso, a souligné que la formation des femmes et des jeunes constitue un investissement stratégique pour l'avenir du mouvement syndical. Il a relevé que leur énergie, leur créativité et leur capacité d'innovation représentent des atouts pour bâtir un syndicalisme plus représentatif et davantage tourné vers les préoccupations des travailleurs de l'éducation. Selon lui,

l'engagement de ces catégories de syndicalistes doit se traduire par leur accès effectif aux responsabilités, aux négociations et aux espaces de décision. Il a invité les participants à s'approprier les connaissances dispensées afin de mieux défendre les intérêts matériels, moraux et professionnels de leurs collègues. Le secrétaire fédéral a insisté sur la nécessité de maîtriser les procédures administratives relatives à l'évolution de carrière et à la retraite, en vue de prévenir les difficultés auxquelles sont confrontés certains enseignants.

Le directeur régional de l'éducation, Bograh Fontou, a salué cette initiative de la FESEN, estimant qu'elle s'inscrit dans la dynamique de concertation et de dialogue social prônée par le gouvernement pour accompagner les réformes du système éducatif. M. Fontou a déploré la méconnaissance, par certains enseignants, des formalités administratives nécessaires à leur avancement et à leur promotion, une situation susceptible de les priver d'avantages auxquels ils peuvent prétendre. Le directeur régional a exhorté les bénéficiaires à relayer les connaissances acquises auprès de leurs collègues, syndiqués ou non, afin de leur permettre de mieux faire valoir leurs droits.
ATOP/AE/SED/KYA

KLOTO/ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2027 :

LES ACTEURS LOCAUX EN CONCERTATION POUR LA PREPARATION DU BUDGET PRIMITIF 2027

Kpalimé, 2 nov. (ATOP) – La commune Kloto 1 a tenu, le vendredi 30 octobre à Kpalimé, une séance de débat d'orientation budgétaire au titre de l'exercice 2027, dans le cadre de la préparation de son budget primitif.



Le maire (au micro) répond aux préoccupations



L'assistance

La rencontre a été présidée par le maire Atigaku Kossi Apéleté. Elle a permis de présenter le rapport d'orientation budgétaire 2027 aux conseillers municipaux et aux différentes composantes de la population. Le document fait le point sur la situation financière de la commune et définit les grandes lignes de son action pour l'année à venir. Les échanges ont notamment porté sur les recettes et les dépenses de fonctionnement, la masse salariale, les investissements dans les équipements et les infrastructures ainsi que la capacité de la commune à financer ses propres projets.

Les participants ont également examiné les prévisions de recettes pour 2027 et les moyens de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des actions de développement. L'un des principaux objectifs retenus est de renforcer l'autonomie financière de Kloto 1 en élargissant ses ressources fiscales propres. Cette orientation vise à réduire progressivement la dépendance de la commune aux dotations extérieures et à lui donner davantage de moyens pour répondre aux besoins des populations.

Le maire a souligné l'importance de cet exercice dans le fonctionnement de la gouvernance locale. Il a rappelé que le budget constitue le principal instrument de gestion et de développement de la commune et que son élaboration doit se faire avec la participation de l'ensemble des parties prenantes, conformément aux principes de la

décentralisation. « Le débat d'orientation budgétaire est la fondation du processus de préparation du budget 2027 », a-t-il indiqué, invitant les participants à accorder une attention particulière aux échanges afin de permettre une meilleure prise en compte des besoins des populations.

La rencontre a réuni les élus locaux, les responsables des services déconcentrés de l'État, les autorités traditionnelles et religieuses, les organisations de la société civile ainsi que les différentes forces vives de la commune autour des priorités de développement local et de la gestion des finances publiques. ATOP/AYH/MD/KYA

---------- ----------

DES ACTEURS DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE HAHO 3 ECHANGENT SUR L'ELABORATION DU BUDGET 2027

Notsè, 2 nov. (ATOP) – Les conseillers municipaux et les acteurs de développement communautaire de la commune Haho 3 ont échangé, le vendredi 30 octobre à Kpédomé, sur l'élaboration du budget primitive 2027.



Les participants

L'initiative vise à recueillir auprès des populations à la base, les propositions et besoins des couches vulnérables en vue de l'élaboration du budget primitif 2027. Il s'agit également d'exposer les différentes rubriques du budget notamment celle des investissements et de susciter un débat auprès des participants.

Les échanges ont, également, porté sur des domaines, entre autres, l'éducation, la construction des hangars améliorés dans les marchés de Kpédomé, l'assainissement urbain, l'aménagement des pistes rurales, la construction et équipement des salles de classe ainsi que des centres d'insertion des jeunes.

Le maire de Haho 3, le député Amoudji Komlan a invité les conseillers et les acteurs de développement à un travail rigoureux, assidu et objectif afin de donner aux communes les moyens de relever des défis de santé, d'assainissement et d'aménagement du territoire. ATOP/YM/DHK

-------- ----------

FILIERE BETAIL-VIANDE **:**

LES ACTEURS ENCOURAGES A PRESERVER LES BREBIS ET CHEVRES GESTANTES

Notsè, 2 nov. (ATOP) - Les acteurs des filières bétail-viande ont été sensibilisés, le vendredi 30 octobre à Notsè, sur la nécessité de conserver les brebis et les chèvres gestantes en vue de préserver la vie des femelles reproductrices et le renouvellement des troupeaux.



Des acteurs

La rencontre est à l'actif du comité filière bétail-viande. Elle s'inscrit dans le projet : « renforcement de la sécurité sanitaire et économique des acteurs liés aux filières d'élevage ». Le but est d'instruire les acteurs sur l'impact économique et zootechnique de l'abattage des femelles gestantes et les dispositions réglementaires en vigueur relative à l'abattage de ces femelles au Togo.

Il s'agit également de susciter l'engagement des différents acteurs et des autorités locales en faveur de la préservation des femelles reproductrices et le renouvellement des troupeaux.

Les participants ont été entretenus sur les bonnes pratiques et les mesures préventives adaptées au contexte local pour limiter la destruction massive des femelles gestantes. A l'issues des échanges, ils se sont engagés en faveur de la préservation des femelles reproductrices, du respect des règles interdisant l'abattage des femelles de certaines espèces de petits ruminants et les bonnes pratiques et mesures préventives adaptées au contexte local.

Pour le Dr vétérinaire Kombaté Kongna, il est important de rappeler la réglementation liée à l'abattage des brebis et chèvres gestantes, de présenter les principales conséquences zootechniques et économiques sur le renouvellement des troupeaux et le cadre réglementaire régissant la protection des femelles reproductrices ainsi que le rôle du contrôle vétérinaire.

La rencontre s'est déroulée en présence des responsables de service de contrôle vétérinaire de la direction préfectorale de l'Agriculture, des services vétérinaires privés de proximité ainsi que des bouchers et commerçants de bétail et des représentants des organisations de producteurs. ATOP/YM/BA

FIRBA 2027/PRE-SELECTIONS REGIONALES DANS LES SAVANES :

TROIS CANDIDATS QUALIFIES POUR LA PHASE NATIONALE

Dapaong, 2 nov. (ATOP) – Trois candidats, à savoir : le groupe Ponk'nt, en danse traditionnelle, la coopérative « Lando » en art culinaire traditionnel et « Yvette Coiffure » en afro-coiffure, ont été retenus à l'issue des présélections régionales des Savanes de la 4è édition du Festival international Roots and Beauty Africa (FIRBA), le samedi 31 octobre à Dapaong.



Les concurrents en afro coiffure et leurs mannequins



Les candidats en art culinaire traditionnel présentant leurs chefs-d'œuvre au jury

Cette activité s'inscrit dans le cadre des présélections nationales dudit festival placé sous le thème : « Nos racines, notre fierté, notre avenir ». Elle vise à détecter et à promouvoir les talents locaux, tout en valorisant les savoir-faire artisanaux et le patrimoine culturel africain.

Les candidats se sont affrontés dans trois disciplines phares destinées à valoriser l'identité et l'artisanat africains. L'art culinaire traditionnel a mis la gastronomie locale à l'honneur à travers des plats « Fli et Djoudjouna » à base de haricots, petits mil et feuilles de manioc. L'afro-coiffure a mis en exergue les cheveux naturels féminins, la créativité et la préservation de l'esthétique africaine authentique. Enfin la musique et la danse traditionnelles ont permis aux groupes de faire résonner les rythmes ancestraux de la région.

Dans la catégorie art culinaire traditionnel, la coopérative « Lando » a obtenu la première place avec 54 points, devant l'Union des femmes actives pour le développement

durable (UFA2D) qui a obtenu 45 points et l'Association pour la promotion des droits des veuves (APDV), avec 42 points. En afro-coiffure, « Yvette Coiffure » s'est classée première avec 53 points, suivie de « DDK Babershop » (46 points), « Cécilia Coiffure » (42 points) et « Sagesse Coiffure » (38 points). Ils ont eu 45 minutes pour réaliser leurs chefs-d'œuvre. En musique et danse traditionnelles, le groupe Ponk'nt a occupé la première place avec 48 points sur 60, devant Talkoutik (42 points) et Bembate.



Le groupe Ponkt en prestation

Les prestations ont duré chacune 15 minutes. Les candidats qualifiés représenteront la région des Savanes à la phase finale du festival, prévue du 5 au 12 avril 2027 à Lomé.

La rencontre a connu la participation des autorités administratives, municipales et coutumières, ainsi que des acteurs culturels et des représentants de la Chambre régionale des métiers des Savanes (CRM-S), au-devant desquelles le directeur des Arts et de la Culture des Savanes, Abi Essozimna.

Le président de la commission des Affaires culturelles de la commune Tône 1, Oumoro a demandé aux lauréats de mettre les bouchées doubles pour ramener tous les trophées du festival dans les Savanes. « Au-delà des distinctions, l'essentiel est de valoriser ce que nous savons faire et de transmettre notre héritage commun », a-t-il souligné.

Le représentant national du FIRBA au Togo, Bagna Shaliou, a rappelé que cette 4è édition se tient au Togo après les étapes du Cameroun, du Sénégal et du Mali. Il a indiqué que pour une réussite parfaite de l'évènement, les cinq régions du pays seront parcourues afin de détecter les talents à la source. ATOP/JK/SEDKYA

TANDJOUARE:

LE CHEF DE CANTON DE LOKO REÇOIT SON DECRET DE RECONNAISSANCE

Tandjouaré, 2 nov. (ATOP) – Le nouveau chef de canton de Loko, dans la commune Tandjouaré 1, Lamboni Laguibante, désigné à l'issue d'une consultation populaire, a reçu son décret de reconnaissance, le samedi 31 octobre, dans la localité.



Remise du décret au nouveau chef



Des autorités

La cérémonie a été marquée, entre autres, par des rites d'intronisation et des prestations d'allégeance des chefs de village au nouveau gardien des us et coutumes, ainsi que la remise du décret et des couleurs nationales. L'assistance a également suivi une présentation de l'histoire de la localité, dont les populations seraient originaires de Nungu, au Burkina Faso.

En remettant le décret au récipiendaire, le gouverneur de la région des Savanes, Affoh Atcha-Dédji, agissant au nom du ministre chargé des Affaires coutumières, a rappelé au nouveau chef les responsabilités liées à sa fonction. Il l'a notamment exhorté à œuvrer pour la promotion et la consolidation de la cohésion sociale, la transmission des valeurs ancestrales, la préservation de la paix et la stabilité des communautés relevant de son canton. Le gouverneur l'a également invité à faire preuve d'exemplarité dans l'exercice de ses fonctions, à travers le respect de la hiérarchie, le dévouement et la disponibilité. Il l'a appelé à agir dans un esprit de patriotisme, de loyauté, de promotion de l'intérêt général et de respect de la diversité.

Le nouveau chef de canton a rendu hommage au Président du Conseil, Faure Gnassingbé pour sa politique de paix et son engagement en faveur de la promotion et de la valorisation de la chefferie traditionnelle. Il a, par ailleurs, exhorté ses administrés à préserver les valeurs traditionnelles, à renforcer le vivre-ensemble et à œuvrer ensemble pour la paix et le développement du canton.

Érigé en canton en 1957, Loko ouvre ainsi une nouvelle page de son histoire, après une période marquée par des conflits internes ayant conduit au rattachement d'une partie de son territoire à la préfecture de l'Oti (Loko-Oti), ainsi que par six années de régence. M. Lamboni Laguibante est né le 15 décembre 1970. Élu le 30 janvier dernier, il a été officiellement reconnu ce 26 juin, par décret présidentiel. ATOP/SYI/JK/SED

---------- ---------

DES FEMMES HANDICAPEES BENEFICIENT D'UN SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE



Les participantes en pleine séance

Tandjouaré, 2 nov. (ATOP) – Des femmes en situation de handicap ont pris part, le vendredi 30 octobre à Tandjouaré, à une rencontre d'échanges et de soutien psychologique organisée par l'Association des femmes et filles handicapées vaillantes de la région des Savanes (A2FHV-S).

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet « Plaidoyer pour le renforcement de la participation des femmes handicapées à la gouvernance locale », mis en œuvre avec l'appui financier et technique de Disability Rights Fund (DRF). Elle vise à offrir aux participantes un espace sécurisé d'expression et de partage d'expériences, afin de les aider à mieux faire face aux violences, à la stigmatisation et aux discriminations dont elles sont victimes.

Les échanges ont porté sur les conséquences psychologiques des violences et des discriminations, la gestion des émotions ainsi que les moyens de renforcer la résilience. Des exercices pratiques de respiration et de relaxation ont également été proposés aux participantes pour les aider à mieux gérer le stress et à préserver leur équilibre émotionnel.

L'animatrice, psychologue clinicienne à la polyclinique de Dapaong, Mme Afanou Akpénè Ahoéfa, a souligné l'importance de créer des espaces d'écoute et d'échanges pour favoriser le bien-être psychologique des femmes et filles vivant avec un handicap. Elle a relevé des avancées encourageantes, notamment une plus grande liberté d'expression, une meilleure estime de soi et un regain de motivation. Selon elle, les participantes prennent davantage conscience de leurs capacités et de leur rôle au sein de la communauté.

La secrétaire de l'Association des personnes handicapées de Tandjouaré (ASPHATA), Mme Djark Kibirissoa, a indiqué que cette rencontre leur a permis de partager leurs difficultés, de s'exprimer librement et de bénéficier de conseils pour mieux

affronter les situations difficiles. « Elle nous a aidé également à prendre confiance en nous et à comprendre que nous ne sommes pas seules face aux discriminations », a-t-elle confié. ATOP/SYI/JK/SED

KPENDJAL-OUEST/EDUCATION :

PLUS DE 200 ELEVES DEMUNIS ET ORPHELINS DE L'EPP GALLE BENEFICIENT DE KITS SCOLAIRES

Naki-Est, 2 nov. (ATOP) - L'association Synergie d'actions communautaires pour le développement durable (S.A.C2D) a offert, le lundi 2 novembre, des kits scolaires à des élèves démunis et orphelins du préscolaire et du primaire de l'Ecole primaire publique (EPP) de Gallé, dans la commune Kpendjal-Ouest 2.



Des bénéficiaires



Remise symbolique du kit à un élève

Cette action s'inscrit dans le cadre des activités humanitaires de l'association, avec l'appui de l'ONG italienne « FRIUL INTAGLI ». Il s'agit par ce geste, de réduire les inégalités d'accès à l'éducation et de promouvoir une éducation inclusive.

Au total, 205 élèves, dont 110 du primaire ont bénéficié de fournitures scolaires. En outre, les cinq meilleurs élèves de chaque classe ont reçu des prix spéciaux composés chacun d'un sac d'écolier, d'une paire de chaussures et d'une tenue kaki confectionnée sur mesure.

Les kits ont été remis aux bénéficiaires par le président de l'association S.A.C2D, Djato Dominique Nawate, en présence du chef du village de Gallé, Souglimpo Kankpenandja, et du directeur de l'école, Daneke Kouméabalo.

Pour M. Nawate, ce geste vise à soutenir les enfants démunis en leur permettant de poursuivre leur scolarité sans être confrontés au manque de fournitures et de tenues scolaires. Il contribue également à lutter contre les abandons scolaires dans les localités reculées et défavorisées, a-t-il ajouté. Le président a exprimé sa gratitude aux partenaires pour leur accompagnement constant dans la mise en œuvre de ce programme.

Le chef du village et le directeur de l'école ont salué cette initiative qui contribuera, selon eux, au maintien des bénéficiaires dans le système éducatif.

L'association S.A.C2D est engagée dans la promotion de la santé communautaire et du développement durable au Togo, particulièrement dans la région des Savanes. Dans le cadre de ses interventions, elle a déjà réalisé plusieurs actions, notamment la construction de centres de santé et d'infrastructures scolaires, des dons aux enfants démunis ainsi que des formations au profit des acteurs locaux. ATOP/JK/BA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

CINKASSE/« MOIS DU CONSOMMER LOCAL »:

LES CONSOMMATEURS INVITES A PRIVILEGIER LES PRODUITS LOCAUX

Cinkassé, 2 nov. (ATOP)- Les consommateurs ont été invités à privilégier les produits locaux, un appel lancé lors de la clôture de la 7è édition du « Mois du consommer local » dans la région des Savanes, le vendredi 30 octobre à Cinkassé.



Visite des stands d'exposition



Les officiels

Autour du thème « Consommation locale, facteur d'intégration régionale et de souveraineté économique : défis et opportunités », le mois du consommer local est une initiative du gouvernement. Son objectif est de valoriser les produits du terroir et de renforcer la contribution de la production locale au développement économique et social du pays. La rencontre a été marquée par des séances de sensibilisation à l'endroit des producteurs et transformateurs sur la nécessité de renforcer leurs capacités de production et de transformation.

Le gouverneur de la région des Savanes, Affoh Atcha-Dédji, a souligné la pertinence du thème retenu, qui met en lumière les enjeux de l'intégration régionale et de la souveraineté économique. Il a rappelé que cette célébration constitue un rendez-vous important dans la mise en œuvre de la politique de développement économique du Togo. Le gouverneur a invité les acteurs à diversifier leurs productions et activités de transformation, et renforcer les échanges entre les territoires nationaux et avec les pays de la sous-région.

Le directeur régional du Commerce des Savanes, Djobo Bassirou, a indiqué que le thème de cette édition s'inscrit dans la dynamique agricole de la région, reconnue pour son potentiel et la diversité de ses productions. Selon lui, cette initiative vise à favoriser l'écoulement des produits issus du travail des producteurs et transformateurs locaux sur les marchés et auprès des consommateurs. M. Djobo a insisté sur la nécessité de renforcer la communication et la sensibilisation autour de ces produits.

La rencontre a pris fin par une visite des stands d'exposition de produits locaux par les autorités et une dégustation de mets du terroir.

ATOP/BB/JK/SED

OGOU/LUTTE CONTRE LES CANCERS :

UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION A ATAKPAME

Atakpamé, 2 nov. (ATOP) – Une campagne de sensibilisation et de prévention contre les cancers du sein et du col de l'utérus, placée sous le thème « Agir pour le Togo », s'est tenue les 30 et 31 octobre à Atakpamé.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du mois de mobilisation internationale « Octobre Rose ». Elle est le fruit d'un partenariat entre les associations FemSansCancer et Leman-Togo, et bénéficie du soutien de la diaspora togolaise établie en Suisse. L'activité entend éduquer la population et surtout les femmes à la santé, promouvoir des

comportements préventifs et encourager impérativement le dépistage précoce, levier majeur pour réduire la mortalité liée à ces pathologies.



Séance de sensibilisation au lycée d'Atakpamé



Sensibilisation au grand marché d'Atakpamé

Cet événement a ciblé les jeunes lycéennes ainsi que les commerçantes du Grand marché de la localité. Au cœur des échanges, représentante de l'association FemSansCancer, Mme Florence Bamazé, a renseigné celles-ci sur les pratiques relatives à l'autopalpation mammaire. En s'appuyant sur des supports visuels pédagogiques, notamment l'illustration visuelle du panier de citrons, elle a expliqué la détection des premiers signes d'alerte et des symptômes cliniques du cancer du sein. S'agissant du cancer du col de l'utérus, l'intervenante a mis en garde le public féminin contre certains facteurs de risque et pratiques nocives. Elle a déconseillé la précocité des rapports sexuels, la multiplicité des partenaires, ainsi que l'usage intime de produits chimiques cosmétiques ou adjuvants visant à modifier la morphologie ou à accroître les sensations, ces méthodes dangereuses altérant les muqueuses et favorisant les mutations cellulaires.

Mme Bamazé a en outre insisté sur l'adoption d'un mode de vie sain, fondé sur une alimentation équilibrée, la pratique régulière d'une activité physique et la proscription des conduites addictives, telles que l'abus d'alcool ou la consommation de tabac. « Lorsque notre système immunitaire ne parvient plus à neutraliser ces cellules anormales, la maladie s'installe durablement, rendant la prise en charge thérapeutique infiniment plus complexe », a-t-elle souligné. Elle a exhorté les participantes à consulter promptement un professionnel de santé dès l'apparition du moindre signe clinique suspect et à ne pas négliger les examens gynécologiques de routine.

La rencontre a été marquée par le témoignage émouvant de Catherine Adjovi Kini, survivante d'un cancer du sein. « Écouter son corps et pratiquer régulièrement l'auto-examen s'avèrent vitaux. C'est grâce à cette vigilance que mon anomalie a été diagnostiquée précocement, me permettant de bénéficier d'une prise en charge médicale opportune. Aujourd'hui guérie de cette affection qui endeuille encore trop de nos sœurs, j'exprime ma profonde gratitude envers l'association FemSansCancer pour son engagement indéfectible », a-t-elle confié avec émotion.

Mme N'zonou Naka, censeur au Lycée d'Atakpamé, a invité les élèves à relayer ces acquis au sein de leur foyer, en parfaite synergie avec leurs mères, tout en intégrant l'exercice physique et une hygiène corporelle rigoureuse dans leur routine quotidienne.

ATOP/AY/KKT/SED

RELIGION/90 ANS DE LA PAROISSE SAINTS PIERRE ET PAUL DE MANGO :

UNE MESSE D'ACTION DE GRACE CLOTURE LES FESTIVITES

Mango, 2 nov. (ATOP) - L'évêque du diocèse de Dapaong, Mgr Dominique Guigbile, a présidé, le samedi 31 octobre à Mango, une messe d'action de grâce marquant l'apothéose des festivités du 90è anniversaire de la paroisse Saints Pierre et Paul, première paroisse du diocèse de Dapaong.

La célébration a été marquée notamment par une procession de jeunes filles portant neuf bougies allumées, chacune symbolisant une décennie, le battement du tam-tam parlant pour souligner le caractère solennel de l'événement, ainsi que la présentation de l'historique des pionniers et missionnaires ayant œuvré à l'enracinement de la parole de Dieu à Mango.

Dans son homélie, Mgr Dominique Guigbile a salué les œuvres accomplies par les pionniers, notamment les missionnaires, les catéchistes, les sœurs religieuses et les propriétaires terriens qui ont cédé leurs parcelles pour la construction de la première station catholique du diocèse de Dapaong. Il a prié pour le repos des pionniers décédés et demandé à Dieu d'accorder la santé et la longévité à ceux qui sont encore en vie. Le prélat a également invoqué l'assistance des saints Pierre et Paul pour les missionnaires actuels dans l'accomplissement de leur mission pastorale.



Des autorités religieuses

Evoquant l'histoire de la paroisse, l'évêque a indiqué que les bases de son implantation ont été posées le 23 août 1936, sous l'impulsion du vicaire d'alors, Père Jean-Marie Sessou. Plusieurs missionnaires, dont les pères Maxime Chazal et Christian Clay, se sont ensuite succédé pour œuvrer à l'évangélisation, à la promotion de la vérité et à la justice sociale. Mgr Guigbile a également salué la bonne collaboration et l'esprit de fraternité qui caractérisent les relations entre les communautés chrétienne et musulmane à Mango.

Le curé de la paroisse Saints Pierre et Paul, père Robert Jurzysta a exhorté les fidèles à demeurer fermes dans la foi au Christ et à être des apôtres de paix, d'humanisme et de solidarité, tout en préservant l'héritage laissé par les pionniers.

Cette célébration eucharistique s'est déroulée en présence du secrétaire général du gouvernement, Stanislas Bamouni Baba, natif du milieu, du maire de la commune Oti 1, Noukome Nimani Ignace, des cadres de la préfecture de l'Oti, ainsi que des autorités religieuses, traditionnelles et des fidèles.



Autorités politiques et administratives



Le prélat dans son homélie

Outre cette messe d'action de grâce, le jubilé de granit a été marquée par un concert spirituel, un triduum, une récollection et des enseignements autour de différents thèmes, dont « 90 ans d'histoire et de foi : avec Saints Pierre et Paul, renouvelons notre élan missionnaire pour la rentrée pastorale 2026-2027 ».

Les manifestations se sont achevées dans une ambiance de ferveur et d'allégresse.

ATOP/TT/JK/BA

CENTRALE :

APOTHEOSE DE LA 7E EDITION DU « MOIS DU CONSOMMER LOCAL »



Officiels et participants

Sotouboua, 2 nov. (ATOP) - L'apothéose de la 7e édition du « Mois du consommer local » s'est déroulée, le vendredi 26 octobre à Sotouboua, pour le compte de la région Centrale, autour du thème : « Consommation locale, facteur d'intégration régionale et de souveraineté économique : défis et opportunités ».

Cette édition est organisée par le ministère en charge du Commerce et du Contrôle de la qualité, en collaboration avec la Commission de l'UEMOA. Elle a permis de sensibiliser les populations sur l'importance de privilégier les produits « Made in Togo » et d'encourager les acteurs économiques à promouvoir la production, la transformation et la commercialisation des biens et services locaux.

La célébration permet de mettre l'accent sur le rôle de la consommation locale dans le développement économique, la création d'emplois et l'amélioration des revenus des producteurs, artisans et transformateurs. Elle offre également l'occasion de mettre en lumière les richesses et les potentialités économiques du Togo, tout en encourageant les consommateurs à accorder une place de choix aux produits fabriqués sur le territoire national.

Le thème retenu souligne les liens entre la consommation locale, l'intégration régionale et la souveraineté économique. En valorisant les produits locaux, les acteurs économiques contribuent au renforcement des échanges commerciaux, à la compétitivité des entreprises nationales et à la réduction de la dépendance vis-à-vis des importations.

Toutefois, la promotion de cette consommation reste confrontée à plusieurs défis, notamment l'amélioration de la qualité des produits, leur accessibilité, leur compétitivité et leur visibilité sur les marchés. La sensibilisation des consommateurs ainsi que l'accompagnement des producteurs, des artisans et des petites entreprises, sont essentiels pour renforcer la confiance envers les produits locaux.

Au-delà des artisans, ce sont les producteurs, les commerçants et les consommateurs qui sont appelés à se mobiliser davantage autour d'un objectif commun : faire de la consommation locale un véritable levier de développement durable, d'intégration régionale et de souveraineté économique.

Selon les organisateurs, consommer local, c'est soutenir les producteurs nationaux, valoriser le savoir-faire togolais et contribuer à la construction d'une économie plus forte et plus autonome.

La cérémonie apothéose a pris fin par la visite des stands d'exposition des produits « Made in Togo » (agroalimentaire, artisanat, textile, cosmétique, service et innovation) par les autorités civiles et militaires présentes.

ATOP/BTP/MEK/MD

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

DEUX STATIONS D'ESSENCE « T-OIL » INAUGUREES A SOTOUBOUA ET BLITTA

Sokodé, 2 nov. (ATOP) – Deux stations d'essence « T-Oil » ont été inaugurées, successivement, les 20 et 21 octobre à Sotouboua et Agbandi, chefs-lieux des communes Sotouboua 1 et Blitta 2.



Le préfet Pali Tchabi coupant le ruban symbolique



La station d'essence inaugurée à Blitta

Positionnées sur le bord de la nationale N°1, ces infrastructures viennent renforcer l'accès au carburant de qualité dans ces communes tout en favorisant davantage le stockage et l'approvisionnement en produits pétroliers dans de meilleures conditions.

Ces stations sont dénommées 61è et 62è Ambassade pétrolière de Sotouboua et d'Agbandi. Elles sont mises en place par MM. Kpakpaou Pagoubadi Gilbert et Amey Njakossa Yaovi, natifs des deux milieux, en collaboration avec la société T-Oil.

Ces essenceries disposent, chacune, d'une piste de service et d'une boutique. Sur chaque piste de service, on trouve au total 3 pompes équipées de pistolets, un grand hangar, un espace dédié à la vente des lubrifiants T-Oil pour les gros camions et les véhicules légers, et des bouteilles de gaz domestique.

Ces infrastructures T-Oil permettront de répondre davantage aux besoins des automobilistes, ainsi que des acteurs économiques dont les activités dépendent de la disponibilité du carburant. Elles contribueront, également, à faciliter les déplacements des populations et à soutenir les activités commerciales et économiques locales. Au-delà de la distribution des produits pétroliers, l'ouverture de ces pompes à essence T-Oil représente une opportunité pour le développement du secteur privé et la création d'emplois au profit des jeunes des deux localités.

Le préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi, celui de Blitta, Anakpa Mani et le maire de la commune Blitta 2, Malou Kodjo se sont réjouis des retombées qu'offriront ces réalisations. Ils ont souligné que l'ouverture de ces stations-services T-Oil contribuera à réduire les risques liés au stockage de carburants dans les habitations.

Pour les promoteurs, l'accès régulier aux produits pétroliers est indispensable au bon fonctionnement des activités quotidiennes de tous les acteurs économiques. Ils ont rassuré les consommateurs des produits T-Oil de leur disponibilité à leur offrir des services de qualité dans le respect des normes de sécurité.

La directrice commerciale et marketing de T-Oil, Mme Bélynda Lawson-Bétum a indiqué que leur vision est de faire grandir T-Oil tout en améliorant le quotidien des populations. Elle a rassuré les uns et les autres sur la disponibilité, la serviabilité et le dévouement du personnel ainsi que sur le bon accueil qui leur sera réservé sur les deux sites.

Un grand soulagement pour les automobilistes

Pour les automobilistes des deux communes, l'ouverture de ces stations T-Oil marque la fin de leurs calvaires liés à la recherche du carburant de qualité et à l'utilisation de l'essence de contrebande au prix très élevé. « Avant, nous parcourions de longues distances pour trouver du carburant de qualité. A défaut nous payons de l'essence de

qualité douteuse très chère. Aujourd'hui, nous avons les stations-services T-Oil à notre portée. C'est un grand soulagement et nous en remercions les responsables », a confié l'un d'entre eux.



La station d'essence à Sotouboua



Le préfet Anakpa coupant le ruban symbolique

Par ailleurs, les participants ont été sensibilisés sur la sécurité aux mesures sécuritaires dans une station-service et sur le port du casque.

Les coupures des rubans lançant l'utilisation des stations, ont été faites par les préfets Pali Tchabi et Anakpa en présence des autorités civiles et militaires, des responsables de T-Oil et des représentants des conducteurs. ATOP/MEK/KYA

WILDAF-TOGO ECHANGE AVEC DES ACTEURS SUR L'ACCES DES FEMMES AU DROIT ET A LA JUSTICE



Officiels et participants

Sokodé, 2 nov. (ATOP) - L'ONG « Women in Law and dévelopment in Africa » (WILDAF-Togo) a échangé avec les différents acteurs régionaux de la Centrale, les 29 et 30 octobre à Sokodé, sur l'accès des femmes au droit et à la justice avec un focus sur les Violences basées sur le genre (VBG).

La rencontre s'inscrit dans le cadre du projet DeZon et du sous-projet « Appui au Leadership des Femmes et Jeunes Filles au Togo par l'Accès au Droit et à la Justice (PALJADJ) ». Ce projet, financé par la coopération allemande, est mis en œuvre par la GIZ, en collaboration avec le ministère des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance. L'atelier vise à contribuer à l'amélioration de l'accès des femmes au droit et à la justice, notamment dans les situations de VBG.

Les participants ont analysé et identifié les principaux obstacles liés à l'accès des femmes et filles au droit et à la justice. Les besoins et difficultés spécifiques de celles victimes ou exposées aux VBG en matière d'accès au droit et aux mécanismes de recours ont été répertoriés.

Les séminaristes ont examiné le rôle et les complémentarités des différents acteurs dans l'information, l'orientation, le référencement, la protection et l'accompagnement des femmes dans leurs démarches de recours. Ils ont partagé les expériences et bonnes pratiques développées en matière d'accès au droit et à la justice pour la gente féminine. Les acteurs ont identifié et proposé une problématique relative à l'accès de des filles et des femmes au droit et à la justice pouvant faire l'objet d'une action de plaidoyer.

La directrice exécutive de WILDAF-Togo, Mme Kpedji Anne Colette a souligné la nécessité de renforcer les mécanismes permettant aux femmes et filles victimes ou

exposées aux violences de connaître leurs droits, d'accéder aux services compétents et de bénéficier de voies de recours adaptées.



Visite d'un stand par les officiels

Le chef division Actions sociales, Tangbandja Gbati a salué WILDAF Togo et son partenaire pour cette initiative qui vient en appui aux actions gouvernementales en matière de promotion des droits des femmes et de l'éducation de la jeune fille dans le pays. Il a relevé que cette rencontre contribuera, non seulement, à relever les défis pour un meilleur accès des femmes au droit et à la justice mais aussi à mettre fin aux VBG.

Le secrétaire général de la mairie de Tchaoudjo 1, Gmakagni Nikabou s'est réjoui de cette occasion donnée aux OSC d'évoquer les difficultés rencontrées sur le terrain et de formuler des propositions concrètes susceptibles d'améliorer la prévention des VBG ainsi que l'accès effectif de la gente féminine au droit et à la justice.

Après Lomé, Tsévié et Atakpamé, Sokodé est la quatrième étape de cette rencontre d'échanges, qui se poursuit dans les deux autres régions du pays.
ATOP/TAA/MEK/MD

LE PROJET D'ETABLISSEMENT HOSPITALIER DU CHP-SOTOUBOUA VALIDE



Les participants en plein travaux

Sotouboua, 2 nov. (ATOP) – Le Projet d'établissement hospitalier (PEH) 2026-2030 du Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Sotouboua a été validé, techniquement, par les acteurs, réunis en atelier, les 29 au 30 octobre à Sotouboua.

Le PEH est initié par les responsables du CHP pour doter le centre d'un outil de planification des investissements et assurer un meilleur suivi des actions.

La rencontre a servi de cadre pour définir des orientations stratégiques et des perspectives de développement de cette structure sanitaire pour les cinq prochaines années. Elle a permis de valider techniquement et de manière participative le document du PEH 2026-2030 du centre afin de disposer d'un cadre stratégique de référence pour l'amélioration de la gouvernance, de l'offre de soins et de la performance hospitalière. Les participants ont fait des observations, proposé des amendements et recommandations afin de renforcer leur adhésion et engagement institutionnel et technique pour une mise en œuvre efficace des orientations du PEH.

Le directeur du CHP Sotouboua, Agbaguedé Alassane, a souligné que la validation technique du PEH constitue une étape déterminante avant la finalisation du document et sa mise en œuvre, au service de l'amélioration durable de l'offre de soins dans la préfecture de Sotouboua. ATOP/BTP/MEK/MD

KPELE/TRANSFORMATION DU MAÏS JAUNE EN COUSCOUS :

TRENTE FEMMES FORMEES A ADETA

Adeta, 2 nov. (ATOP) - Trente femmes des sociétés coopératives (SCOOPS) des préfectures d'Anié, Agou, Amou, Danyi, Kloto, Wawa et de Kpélé ont été formées sur les techniques de transformation du maïs jaune en couscous et sa mise en sachet du 27 au 30 octobre à Adeta.



M. Bomboma remettant une attestation à une bénéficiaire



Des participantes

Cette initiative est portée par la Chambre régionale d'agriculture des Plateaux avec l'appui financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP). La formation est assurée par le Centre agro-pastorale pour la promotion des entreprises (CAPE). Elle vise à renforcer les compétences des participantes sur les techniques de transformation du maïs jaune en couscous et sa mise en sachet. Il est aussi question de développer les compétences permettant de transformer les matières premières agricoles en produits de qualité, susceptibles de répondre aux besoins des consommateurs et aux exigences du marché.

Les bénéficiaires ont acquis des connaissances portant sur le processus de transformation du maïs jaune en couscous notamment le choix et la sélection du maïs ; les méthodes de vannage, de tri à main, de lavage, de décorticage ; les techniques de mouture et de pétrissage. Ils ont été également outillés sur les techniques de roulage, de tamisage, de pré- cuisson, de broyage, de séchage, de conservation et de mise en sachet.

Le chef d'antenne régional du FNAFPP des Plateaux, Bomboma Nam a indiqué que la transformation du maïs jaune en couscous constitue une opportunité de création de valeur ajoutée et d'amélioration des revenus des bénéficiaires. « La fin de cette formation marque le début d'une nouvelle étape, celle de la mise en pratique des connaissances acquises. Je vous encourage donc à mettre en œuvre au sein de votre coopérative respective, les compétences développées au cours de cette formation. Faites de la qualité, de l'hygiène et de l'innovation et de rigueur vos principes directeurs", a-t-il conseillé.

Le président de la chambre régionale d'agriculture des Plateaux, Koussodou Kofi a exprimé sa gratitude au président du Conseil, Faure Gnassingbé pour sa politique de valorisation des produits agricoles locaux par leur transformation pour tirer pleinement profit de ces ressources. ATOP/SKD/MD/KYA

PROJET PROEMPLOI+ :

14 PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP DOTEES DE MATERIELS ADAPTES A LEURS POSTES DE TRAVAIL

Agoè-Nyivé, 2 nov. (ATOP) – Quatorze personnes en situation de handicap ont bénéficié de matériels adaptés à leurs postes de travail, le vendredi 30 octobre, dans la préfecture d'Agoè-Nyivé, dans le cadre du projet ProEmploi+, en vue de favoriser leur inclusion professionnelle.

Cette initiative est portée par la Fédération togolaise des associations de personnes handicapées (FETAPH), avec l'appui de la coopération allemande, à travers la GIZ, dans le cadre du programme de promotion de l'emploi des femmes et des groupes vulnérables au Togo.



Mme Whbke a remis un matériel de bureau à une bénéficiaire



Les participants

Les équipements sont notamment composés de mobiliers de bureau ergonomiques, de matériels numériques, d'équipements orthopédiques et d'aides techniques à la mobilité, entre autres, des fauteuils roulants et des cannes. Ils permettront d'améliorer les conditions de travail des bénéficiaires et à leur permettre d'exercer leurs activités professionnelles dans un environnement adapté à leurs besoins.

La cérémonie a également permis de présenter la démarche d'identification des besoins individuels, les objectifs de l'adaptation des postes de travail ainsi que les responsabilités des bénéficiaires en matière d'utilisation, d'entretien et de suivi des équipements reçus. Des témoignages, des échanges interactifs et une présentation des matériels ont marqué la rencontre.

Le représentant du ministre en charge de la Solidarité, M. Fiagbé Nukunu Yaovi Edem, a souligné que cette initiative traduit la nécessité de mettre à la disposition de chaque travailleur les moyens nécessaires pour exercer pleinement ses compétences dans des conditions adaptées à ses besoins. Il a indiqué que le gouvernement poursuit ses efforts pour promouvoir les droits des personnes en situation de handicap, notamment en renforçant leur accès et maintien dans l'emploi et leur participation à la vie professionnelle. M. Fiagbé a ajouté que la remise de ces équipements constitue une réponse personnalisée aux besoins des bénéficiaires pour faciliter l'exercice de leurs fonctions.

La cheffe du projet ProEmploi+, Mme Whbke Ott, a exprimé sa satisfaction à l'occasion de cette remise officielle de matériels. Elle a souligné que ces équipements contribueront à renforcer leurs capacités et à leur permettre d'être plus performantes dans leurs activités professionnelles.

Le président du conseil d'administration de la FETAPH, Akakpo Numado Gratien, a expliqué le processus de sélection des bénéficiaires. Un appel à manifestation d'intérêt destiné aux personnes en situation de handicap exerçant une activité professionnelle et souhaitant bénéficier d'un accompagnement pour gagner en autonomie et en efficacité a été lancé.

Les fiches de candidature ont été diffusées à travers le réseau de la fédération. Après réception des candidatures, une commission a étudié les dossiers et sélectionné les bénéficiaires conformément aux critères établis avec la GIZ. Il a salué l'appui de la coopération allemande et assuré que les bénéficiaires sont appelés à faire un bon usage des équipements mis à leur disposition.

ATOP/ASA/SED/KYA

OCTOBRE ROSE :

SPORT ET DEPISTAGE AU CŒUR DE L'APOTHEOSE

Agoè-Nyivé, 2 nov. (ATOP) – La commune d'Agoè-Nyivé 2 a organisé, le samedi 31 octobre, le 48e acte de la Journée nationale du sport, couplé de l'apothéose des activités d'octobre rose. C'était à travers une marche sportive, des exercices physiques et une séance de sensibilisation sur les cancers du sein et du col de l'utérus, suivie d'un dépistage.



Les autorités et la population lors de la marche

La manifestation a mobilisé des autorités politiques, administratives et locales, des forces de l'ordre, des femmes du marché de Légbassimé, des acteurs de la société civile ainsi que des populations de Légbassito. Elle a débuté par une caravane de marche, suivie d'exercices physiques, puis d'une séance de sensibilisation animée par les responsables de l'Association togolaise pour le bien-être familial (ATBEF), sur les cancers du sein et du col de l'utérus.

Les participantes ont été informées sur les signes d'alerte de ces maladies et l'importance du dépistage précoce. Une démonstration de l'auto palpation des seins leur a notamment permis de mieux comprendre les gestes à adopter pour surveiller leur santé. Les responsables de l'ATBEF ont exhorté les femmes à mieux connaître leur corps et à consulter rapidement un centre de santé en cas de signe suspect. Les femmes ont, par ailleurs, été encouragées à pratiquer régulièrement une activité physique. Une séance de dépistage a permis à plusieurs femmes de bénéficier de cette prestation. Les hommes ont également été invités à soutenir leurs conjointes dans cette démarche de prévention.



Des séances d'exercices

La présidente du Parlement de la CEDEAO, Hadja Méminatou Ibrahim, a salué l'initiative des organisateurs et invité les autres communes à multiplier les marches et les actions de sensibilisation afin de renforcer la lutte contre ces cancers. Elle a insisté sur la nécessité de privilégier la prévention, notamment par le dépistage, plutôt que d'attendre l'apparition de complications avant de rechercher des soins.

Le ministre des Sports, Dr Abdul-Fadh Fofana, a rappelé les bienfaits de l'activité physique dans la préservation de la santé. Il a exhorté les populations à faire du sport une habitude régulière et à adopter de bonnes pratiques d'hygiène pour améliorer leur bien-être.

Le maire de la commune d'Agoè-Nyivé 2, Mlagani Kofi Djidjoli, a exprimé sa gratitude aux autorités et à tous les acteurs ayant contribué à la réussite de cette manifestation. Il a encouragé les populations à pratiquer régulièrement le sport pour préserver leur santé. ATOP/ASA/KYA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

ZIO/REINSTALLATION DES POPULATIONS DE LA ZONE MINIERE :

UN PROJET PILOTE POUR LA CONSTRUCTION DE DIX LOGEMENTS LANCE **A SAGONOU APEYEME**



Le directeur de la SNPT lors de son intervention

Tsévié, 2 nov. (ATOP) – La Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT) a procédé à la pose de la première pierre pour la construction de dix logements au profit des populations déplacées de la zone minière de Sagonou, le vendredi 30 octobre à Sagonou Apéyémé, dans la commune Zio 1.

Les populations minières concernées par ce projet pilote ont été déplacés afin de permettre l'exploitation du phosphate. Le projet pilote de réinstallation prévoit la construction de dix logements à Sagonou afin d'accueillir ces populations déplacées, actuellement installées à Abobo Kpogéré.

Cette initiative, portée par l'État à travers la SNPT, vise à offrir aux populations un cadre de vie amélioré, adapté à leurs besoins et propice à leur épanouissement socio-économique. Elle prévoit notamment la construction de logements modernes, l'aménagement de parcelles irriguées et la mise en place d'un premier hub communautaire. Le projet entend promouvoir une approche intégrée du développement communautaire. Au-delà des logements, des infrastructures sont prévues pour faciliter l'accès à l'eau, à l'électricité et aux services sociaux de base, ainsi que pour favoriser le développement d'activités agricoles structurées.

Le directeur général de la SNPT, Abalo Michel Kéziz, a expliqué que « l'exploitation du phosphate nécessite le déplacement des populations vers de nouveaux sites aménagés ». Il a ajouté que cette transformation territoriale, à laquelle le président du conseil d'administration est particulièrement attaché, repose sur un programme structuré dont la mise en œuvre débute par ce projet pilote.



La pose de la première pierre à Sagonou



Image illustrative des dix logements

Le programme s'articule autour de trois grands volets. Le premier concerne la construction de dix logements témoins destinés à être intégrés dans des villages modernes planifiés et dotés des commodités de base. Le deuxième, porte sur l'aménagement, pour chaque logement, d'un espace agricole irrigué grâce à un système familial de goutte-à-goutte, destiné à la production de cultures maraîchères à forte valeur ajoutée, notamment le piment, la tomate, l'oignon, les légumes et le gingembre. Le troisième volet concerne la mise en place d'un hub logistique communautaire, une plateforme intégrée de services socio-économiques.

Celle-ci regroupera des infrastructures agricoles, notamment des pépinières et des entrepôts d'intrants, des unités de transformation et de valorisation des productions locales de maïs et de manioc, ainsi que des services techniques et administratifs comprenant des tracteurs mutualisés, des ateliers et un comptoir commercial. Le chef du village de Sagonou, Togui Afatchao Akpalo III, a exprimé, au nom des populations, sa satisfaction et sa reconnaissance pour cette initiative. « Nous sommes très ravis de ce projet. C'est toute la population d'Abobo, et particulièrement celle du village de Sagbata, qui s'en réjouit. Nous comprenons déjà les objectifs du projet, dont la mise en œuvre a commencé, et nous ne doutons pas de sa réussite », a-t-il déclaré.

Des parlementaires, les préfets de Zio et de Vo, les membres du conseil d'administration de la SNPT, des conseillers régionaux et municipaux ainsi que des autorités locales et traditionnelles des deux préfectures ont pris part à la cérémonie.
ATOP/MD/KYA

LACS/DEVELOPPEMENT A LA BASE :

LES BUREAUX EXECUTIFS DE CVD INSTALLES

Aného, 2 nov. (ATOP)- Vingt-trois bureaux exécutifs des Comités villageois de développement (CVD) des villages des cantons d'Agbodrafo et de Gbodjomé, dans la commune Lacs 3, ont été installés, le vendredi 30 octobre à Agbodrafo, chef-lieu de la commune.



Les autorités locales et les présidents des CVD

La cérémonie a été présidée par le préfet des Lacs, Bénisan-Tétévi Datè. Elle a mobilisé des autorités locales, notamment le maire de la commune Lacs 3, Anani Messan, des chefs traditionnels, des responsables des services déconcentrés de l'Etat, des organisations de la société civile, des associations et la population.

Ces 23 bureaux ont été mis en place à l'issue d'un processus de renouvellement conduit de mai à juillet dernier, conformément aux dispositions régissant la mise en place des Comités de développement à la base (CDB).

Elus pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois, ces CVD ont pour mission de servir de cadre de mobilisation, de participation citoyenne et de mise en œuvre des actions de développement à la base. Ils ont également pour tâche de contribuer à l'identification des problèmes de développement des villages et quartiers, de susciter l'esprit de participation des populations au développement local, et de mobiliser les énergies locales pour apporter des réponses collectives aux problèmes identifiés. Ces comités servent aussi d'interface entre les localités et les partenaires en développement. Les membres installés ont pour rôle d'élaborer, en lien avec les populations respectives et la municipalité, les plans d'actions villageois, d'identifier les besoins prioritaires et de contribuer à la réalisation des micro-projets au profit de leurs communautés.

Le préfet Bénissan-Tétévi a félicité les nouveaux membres des bureaux pour leur engagement en faveur du développement des communautés. Il a insisté sur leurs rôles et responsabilités ainsi que leurs relations avec leur chef de village en les exhortant à travailler en étroite collaboration avec leur chef pour le développement harmonieux et durable des localités. Le préfet les a invités à faire preuve de disponibilité, de transparence et d'esprit d'équipe pour être de véritables relais entre la mairie et les populations.

La maire de la commune Lacs 3, Anani Messan a mis en exergue l'importance du CVD dans le développement local. Il a exhorté les nouveaux bureaux à travailler dans l'unité, la solidarité et dans le seul intérêt des populations. « Vos actions doivent s'inscrire dans le cadre des politiques de développement de l'Etat et des collectivités territoriales » a-t-il indiqué. M. Anani a réaffirmé l'engagement du conseil municipal à les accompagner. « Notre conviction est simple : le développement de Lacs 3 est une responsabilité collective. Il nécessite de l'implication de tous les acteurs, à tous les niveaux », a relevé le maire.

Au nom du bureau, le président du CVD d'Agbodrafo, Bismarck Téteh, a promis œuvrer pour le bien-être de leurs communautés.

La cérémonie a pris fin par la remise des attestations et le dépôt des dossiers en vue de leur reconnaissance juridique. ATOP/DK/MD/KYA

BAS-MONO/CULTURE:

LA FETE TRADITIONNELLE « AWATSEZAN », EDITION 2027 LANCEE A AFAGNAGAN

Afagnagan, 2 nov. (ATOP) - Les manifestations de la célébration de la fête traditionnelle, historique et identitaire du peuple de Bas-Mono « Awatsèzan » édition 2027, ont été lancées, le samedi 31 octobre à Afagnagan, chef-lieu de la commune Bas-Mono 1.



Les participants

Cette manifestation s'inscrit dans la dynamique de la valorisation du patrimoine culturel ancestral de Bas-Mono. L'objectif est de susciter l'adhésion de la population autour de cette fête. Il s'agit pour le comité d'organisation d'expliquer le caractère endogène de la fête, son impact social et culturel et les nouvelles innovations inscrites au programme.

La rencontre a permis au comité d'organisation d'informer le public sur les différentes activités culturelles, artistiques, éducatives, sportives et des jeux ludiques en disparition retenues tout au long de l'évènement.

Les festivités sont placées sous le thème « De la mémoire de nos ancêtres à l'unité de notre génération d'aujourd'hui et de demain ». L'apothéose se déroulera le 27 février 2027 à Afagnagan. Ce thème met en exergue l'unité des fils et filles de la préfecture et l'importance que revêt cette célébration pour la population.

L'élection Miss Awatsè va constituer l'un des temps forts de cette célébration et l'innovation de cette édition. Il aura également un tournoi de football, des jeux en disparition comme « vétrétré » et « ampé », la marche des personnes âgées, le festival des groupes folkloriques et autres activités en faveur de la population. Toutes ces activités prévues ont pour finalité de renforcer la cohésion sociale, le vivre ensemble, l'unité et de promouvoir les richesses culturelles de la préfecture.

Le 1er adjoint au maire, Dansou Romain s'est félicité de la pertinence du thème retenu pour cette célébration. Il a appelé la population à l'union et à la solidarité et invité le comité d'organisation à faire une large diffusion et sensibilisation au tour du thème. « Notre identité, c'est Awatsè. Il nous protège et nous sauve des situations difficiles » a indiqué M. Dansou.

Les membres du comité d'organisation ont lancé un appel aux populations pour une mobilisation massive et leur contribution pour la promotion de la sauvegarde du patrimoine

culturel et ancestral. Ils ont invité à œuvrer pour que cette édition se fasse dans une ambiance de ferveur et de communion.

L'évènement a été marqué par une cérémonie de libation, le tout dans une ambiance entretenue par un groupe folklorique et du tam-tam parlant. La cérémonie a mobilisé des autorités locales, des chefs traditionnels, des responsables des services déconcentrés de l'Etat et des populations.

ATOP/DK/SED/KYA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

NOUVELLES DE L'ETRANGER

PRES DE 600 MILLIONS DE PERSONNES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE VIVENT SANS ELECTRICITE

Cotonou, (Xinhua) - Près de 600 millions de personnes en Afrique subsaharienne vivent encore sans électricité, tandis que de nombreuses entreprises recourent à une autoproduction coûteuse en raison du manque de fiabilité de l'approvisionnement du réseau électrique, a-t-on appris le vendredi 30 octobre à Cotonou.

Le défi énergétique de l'Afrique ne se limite toutefois pas à l'accès à l'électricité, selon un communiqué publié à l'occasion du 12e Sommet des think tanks d'Afrique, qui se tient dans la capitale économique du Bénin.

« Nous avons besoin d'institutions capables de mettre en œuvre les réformes, d'entreprises d'électricité capables de fournir leurs services de manière pérenne et de données probantes africaines pour éclairer les décisions », a exhorté Mamadou Biteye, secrétaire exécutif de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), cité par le communiqué. Ce dernier note que le sommet, qui doit s'achever ce vendredi soir, vise à établir un lien entre les efforts nationaux de réforme et le programme plus large de l'Union africaine (UA) en matière d'intégration régionale et d'échanges transfrontaliers d'électricité.

« L'accès à une énergie moderne et fiable contribue à la réalisation des objectifs d'industrialisation et d'intégration de l'Agenda 2063. L'UA appuie les Etats membres afin de mettre leurs réformes énergétiques nationales en cohérence avec les pools énergétiques régionaux et les échanges transfrontaliers d'électricité », a indiqué Selma Malika Haddadi, vice-présidente de la Commission de l'UA.

Pour sa part, Ngueto Tiraïna Yambaye, président du Fonds africain de garantie et de coopération économique, a estimé que la transition énergétique de l'Afrique nécessitait des mécanismes de financement capables de mieux répartir les risques et de réduire le coût des capitaux.

Placée sous le thème « De l'accès à l'énergie à la transformation économique : des orientations concrètes de politique publique pour la viabilité économique, le développement et la réforme du secteur électrique en Afrique », l'édition 2026 du sommet s'est donnée pour ambition de mettre en lumière les perspectives en matière de politiques publiques, d'institutions, de réglementation et de financement.

Xinhua

NIGERIA :

PLUS DE 30 CORPS DE PRESUMES BANDITS DECOUVERTS APRES UNE ATTAQUE REPOUSSEE PAR LES FORCES DE SECURITE DANS LE NORD-OUEST

Abuja, (Xinhua) - Plus de 30 corps, présumés être ceux de bandits, ont été découverts plusieurs jours après que les forces de sécurité nigérianes ont repoussé une attaque à Bukkuyum, une ville dans l'Etat de Zamfara (nord-ouest), a annoncé le dimanche 1er novembre la police.

Yazid Abubakar, porte-parole de la police de l'Etat de Zamfara, a confirmé par téléphone à Xinhua que des bandits présumés, qui tentaient d'attaquer la ville de Bukkuyum, dans la zone de gouvernement local du même nom, avaient affronté les forces de sécurité lors d'un échange de tirs le 28 octobre. La plupart des assaillants avaient pris la fuite après avoir été blessés par balle, a-t-il précisé.

Quelques jours plus tard, plus de 30 corps ont été retrouvés éparpillés dans les terres agricoles et récupérés par les forces de sécurité et les habitants, a fait savoir M. Abubakar. « On pense que ces cadavres sont ceux des bandits en fuite, en raison de la puissance de feu supérieure des forces de sécurité », a-t-il ajouté. Le responsable de la police a affirmé que les opérations de sécurité se poursuivaient à Bukkuyum afin de déloger les groupes armés opérant dans la région.

En février, des hommes armés à bord de plus de 150 motos avaient pris d'assaut une communauté à Bukkuyum, tirant sans discernement sur les habitants et incendiant des bâtiments. L'attaque avait fait au moins 50 morts, tandis que des dizaines de femmes et d'enfants avaient été enlevés. Le banditisme armé et les enlèvements sont des problèmes récurrents dans le nord-ouest du Nigeria. (Xinhua)

LA MISSION DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU AU SAHARA OCCIDENTAL SE TERMINE APRES 35 ANS

(Africabews) - La longue mission de maintien de la paix des Nations Unies pour le Sahara occidental contesté a cessé ses activités le dimanche 1er novembre après 35 ans, à la suite d'une impasse entre les États-Unis et la Russie au siège de l'ONU concernant l'avenir du territoire.

La fin de la mission soulève des inquiétudes quant à la stabilité de la région. Riche en minéraux et en pêcheries, le Sahara occidental est un vaste territoire désertique d'une taille approximative que le Colorado le long de la côte atlantique nord-ouest de l'Afrique. Autrefois gouvernée par l'Espagne, elle est revendiquée à la fois par le Maroc et le Front Polisario pro-indépendance. « Ce 1er novembre 2026 marque le début de la période de liquidation, » Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, a déclaré dans un communiqué. « Une équipe plus petite relevant du Département du soutien opérationnel des Nations Unies supervisera le transport ordonné des actifs appartenant aux pays contributifs aux troupes vers leurs nations respectives, ainsi que la disposition appropriée du matériel appartenant aux Nations Unies. »

La mission avait été maintes fois prolongée depuis sa création en 1991. Au Conseil de sécurité de l'ONU vendredi, la Russie a opposé son veto à un projet de résolution américaine qui aurait soutenu la demande du Maroc de souveraineté sur le Sahara occidental et mis fin à la mission de maintien de la paix l'année prochaine.

Puis une résolution russe rivale visant à prolonger la mission a été rejetée. Ce désaccord entraîna une fin brutale du mandat de la force. Le palais royal marocain salua le non-renouvellement de la mission. Elle l'a qualifié d'« instrument pour internationaliser le différend ». Le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, l'a qualifiée de « décision inacceptable ». Le ministère algérien des Affaires étrangères a déclaré qu'il regrettait

profondément le non-renouvellement du mandat et a critiqué ce qu'il a qualifié de « biais excessif » du projet de résolution américain.

Le Sahara occidental est le plus long différend territorial d'Afrique

L'ONU classe le Sahara occidental comme un « territoire non autonome », tandis que les critiques du contrôle marocain le décrivent comme la dernière colonie africaine. Le Maroc administre presque tout le territoire contesté, à l'exception d'une bande étroite appelée « zone franche » située à l'est d'un mur de sable construit par le Maroc. Après l'annexion du Maroc en 1975, le différend s'est transformé en un conflit armé qui a duré plus de 15 ans et fait plus de 16 000 morts des deux côtés, selon le Sénat français.

Soumettre le Sahara occidental à sa pleine souveraineté est un objectif central de la politique étrangère marocaine depuis des décennies. Rabat, qui a obtenu le soutien d'un nombre croissant de capitales occidentales, dont Washington, Paris et Londres, désigne le territoire comme ses provinces du sud. Ce différend est devenu une caractéristique déterminante de la diplomatie marocaine, le royaume mesurant souvent ses relations avec d'autres pays selon leur position sur la question.

Le Front Polisario cherche à obtenir l'indépendance du territoire qu'il considère comme la patrie du peuple autochtone sahraoui. Opérant depuis des camps de réfugiés dans la ville algérienne de Tindouf, le mouvement vise à établir une République sahraouie indépendante. Principalement soutenu par l'Algérie, la Russie et l'Afrique du Sud, le Polisario a vu son soutien international diminuer ces dernières années.

La mission expirée a été créée pour surveiller un référendum

Un cessez-le-feu négocié par l'ONU est entré en vigueur en 1991. Cet accord a également ouvert la voie à la création de la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental, connue sous le nom de MINURSO.

Le plan de règlement prévoyait un référendum sur l'autodétermination, avec l'indépendance parmi les options. Mais le vote n'a jamais eu lieu. Le Maroc voulait que la liste électorale inclue les Sahraouis vivant sur le territoire qu'il contrôle, tandis que le Polisario s'y est opposé, arguant que leur inclusion pencherait le résultat vers l'intégration avec le Maroc. Le mouvement insistait pour utiliser le recensement colonial espagnol afin de déterminer l'éligibilité des électeurs.

Vingt membres du personnel du MINURSO ont perdu la vie lors de la mission. La force de l'ONU a été autorisée à compter 534 personnes, et son budget 2026-2027 dépassait 62 millions de dollars. Les principaux contributeurs militaires à la force étaient l'Égypte, le Ghana et le Pakistan.

À la fin de la mission, le secrétaire général de l'ONU « appelle toutes les parties à respecter et promouvoir les droits du peuple du Sahara occidental », a déclaré Dujarric, et « reste préoccupé par la situation sécuritaire dans tout le Territoire et le risque d'escalade des hostilités. Il appelle tous les concernés à faire preuve d'une retenue maximale. » Le Polisario s'est retiré du cessez-le-feu en 2020 après des affrontements et le territoire est depuis resté le théâtre de tensions et d'hostilités de faible intensité, a déclaré l'ONU le mois dernier.

Le Sahara occidental est le principal point chaud de la rivalité entre les poids lourds régionaux du Maroc et l'Algérie. Alger, qui arme, finance et accueille le Front Polisario, considère la pleine souveraineté marocaine sur le territoire comme une défaite diplomatique majeure. Les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques en 2021, et la fin de la mission risque de tendre davantage les liens et d'alimenter une course aux armements. Africanews

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

SPORTS

JOJ 2026 :

L'EGYPTIEN ALI ZAIN OFFRE A L'AFRIQUE SA PREMIERE MEDAILLE D'OR

Dakar (RFI) - À 17 ans, Ali Zain a remporté, le dimanche 1er novembre au complexe Tour de l'Œuf, la première médaille d'or africaine des Jeux olympiques de la jeunesse organisée à Dakar. L'Égyptien, qui a connu une ascension fulgurante, s'est imposé avec autorité sur le 100 m papillon.

Moins de deux heures après la médaille d'argent de la Sud-Africaine Leah Markgraaff sur 400 m nage libre, Ali Zain s'est paré d'or au terme d'une finale qu'il a contrôlée du début à la fin. Le jeune Pharaon a rapidement pris la tête avant de creuser l'écart sur le deuxième 50 mètres. À l'arrivée, son avance de près de deux secondes sur le Slovène Kalan Aleksej (52''16 contre 54''03) traduit une nette domination qui a même surpris l'Égyptien. « Honnêtement, c'était vraiment dingue. C'était incroyable. Toucher le mur, être premier aux Jeux olympiques de la jeunesse, c'est quelque chose d'énorme. C'était vraiment fou », a réagi le champion olympique une fois la médaille accrochée à son cou.

Le sourire en permanence, Zain a le physique de l'emploi avec la musculature marquée, les épaules bien dessinées. Pourtant, sa rencontre avec la natation a été fortuite. « Au début, je ne savais pas nager. J'allais juste à la piscine, je descendais dans l'eau. J'ai commencé la natation juste pour apprendre à flotter, c'est tout », avoue-t-il.

Aujourd'hui, à plus de 5 000 km de chez lui, il mesure la distance parcourue. « Il y a quatre ans, j'étais loin d'être ici. J'étais très en retard. J'ai juste travaillé dur et cru en moi. C'est la clé. Du début à la fin, la route a été rude. Ce n'était pas facile. Je travaillais dur chaque jour, me réveillant à 4 heures du matin. Tout était difficile, de l'entraînement à la compétition. J'ai dû m'investir chaque jour. C'était incroyable. Je n'étais pas préparé à un tel moment. »

Son entraîneur, Amr Elsayed, accompagne ce processus depuis plusieurs années. Ensemble, ils s'inscrivent dans la coulée des résultats égyptiens aux JOJ : l'or d'Ahmed Akram sur 800 m nage libre à Nankin 2014 et le bronze d'Abdelrahman Sameh sur 50 m nage libre à Buenos Aires 2018. Des aînés, mais Zain assure ne pas se construire à travers des modèles. « Je veux être moi-même, honnêtement. Je ne veux pas être "le prochain untel". Je veux être le premier Zain », insiste-t-il.

Son discours reste mesuré, mais ses ambitions sont claires : viser désormais les Jeux de Los Angeles, avec un objectif précis. Il rêve d'y offrir à l'Égypte sa première médaille olympique en natation. Et pour enjoliver encore plus cette journée, Ali Zain a rencontré l'influenceur sénégalo-italien Khaby Lame, qui l'a pris dans ses bras et lui a lancé en guise d'encouragement : « C'est la première médaille d'une longue série. ». Rendez-vous à Los Angeles…RFI

REPUBLIQUE TOGOLAISE
atop
Agence Togolaise de Presse
BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION
35, Rue des Médias – 2327 – Tél. (+228) 22-21-25-07/ 90-15-36-32
E-mail: contact@atop.tg// Facebook/Twitter: @atopTG
Site web: www.atop.tg

Directeur de publication
EYEBIYI Kokouvi Adéyêmi
Rédacteur en chef
KOLANI Yaya Assadou
Secrétaire de Rédaction
AMEKOUVO Akouétey
&
BARANDAO Konaka
Chef section Reportage
GOMEZ Kokoenè Ayaovi
Chef section Photographie
DJOKPE Koffi
Chef section des installations techniques
AGBESSI Komlavi

Copyright, ATOP. Tous droits réservés